



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Littoral, prévention des risques majeurs, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

## Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Stéphane CHAMPAY, Jackie GALABRUN-BOULBES, Lionel LOPEZ, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK

## **Littoral, prévention des risques majeurs, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations - Révision du Plan de Prévention du Risque inondation (PPRi) de la commune de Pérols - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

L'épisode climatique du 29 septembre 2014 a fortement touché le territoire de la Métropole et notamment la commune de Pérols. Lors de cet événement, la station météorologique de Montpellier-Fréjorgues a enregistré un cumul de 300 mm de pluies, le record historique de cette station de mesure.

Suite à cet épisode, les services de l'Etat, en concertation avec la commune de Pérols, ont décidé de réviser le PPRi qui date du 6 février 2004, par arrêté préfectoral n°2016-06-07411 en date du 22 juin 2016, prorogé par arrêté n°DDTM34-2019-06-10456 du 12/06/2019. Depuis, les services de l'Etat ont œuvré à son élaboration.

La révision du PPRi permet d'actualiser la connaissance du risque inondation par débordements fluviaux et de prendre en compte les évolutions liées à l'aléa marin (enseignements de la tempête Xynthia et effets du changement climatique) et d'intégrer les évolutions réglementaires. Préalablement à sa mise en enquête publique et conformément à l'article R.562-7 du Code de l'environnement, le Conseil de Métropole est appelé à émettre un avis sur le projet de PPRi de la commune de Pérols.

La vulnérabilité de la commune de Pérols aux inondations est liée aux deux phénomènes de débordement des étangs sous l'effet de la submersion marine, et de crue fluviale des cours d'eau du bassin versant du Nègue Cats. En effet, la commune de Pérols est bordée en limites Sud et Est par trois étangs : l'étang des Salins et l'étang de l'Or à l'Est, l'étang de Pérols au Sud-Ouest. Elle abrite un port de pêche et de plaisance à l'entrée des étangs. Les quartiers de « Port de Carême » et « Les cabanes de Pérols » se sont développés sur les berges des étangs de Pérols et de l'Or. La commune de Pérols est également exposée aux crues des cours d'eau du bassin versant du Nègue Cats.

Lors de l'événement pluvieux de septembre 2014, les quantités d'eau tombées étaient supérieures aux valeurs déterminées pour une pluie d'occurrence centennale pour le bassin versant du Nègue-Cats. L'impact du ruissellement urbain a également été très fort lors de cet événement.

Le projet de PPRi révisé de Pérols identifie les aléas fluviaux et marins et réglemente les usages du sol pour ces phénomènes. Il ne prend pas en compte les aléas ruissellement.

La cartographie des zones inondables des cours d'eau a été notamment établie à partir des études suivantes : le schéma directeur hydraulique du Nègue Cats réalisé par Montpellier Méditerranée Métropole, l'étude hydraulique du bassin versant Lez-Mosson-Etangs Palavasiens établie par l'Etat lors de la mise en œuvre de la directive Inondation sur le Territoire à Risque Important de Montpellier-Lunel-Mauguio-Palavas.

La crue de référence retenue pour déterminer les zones inondables du futur PPRi de Pérols est la crue du 29 septembre 2014, celle-ci étant qualifiée de crue historique sensiblement supérieure à une crue d'occurrence centennale.

En général, les zones inondables des PPRi sont établies selon des conditions d'écoulement qui ne prennent pas en compte la présence des ouvrages de protection ou intègrent leur potentielle défaillance. Dans le cas du PPRi de Pérols, les bassins de stockage des eaux prévus dans le schéma directeur hydraulique du Nègue Cats, validé par les services de l'Etat en 2014, ont été intégrés à la modélisation. En effet, le fonctionnement de ces bassins permet de garantir leur rôle d'écrêteur de crue même en cas d'épisodes pluviométriques successifs.

Pour l'aléa submersion marine, l'aléa de référence correspond à un niveau de la mer à 2,4 m NGF (nivellement général de la France), qui intègre le niveau centennal de la mer de 2,00 m NGF, auquel se rajoute l'effet du changement climatique estimé à 0,4 m.

Le projet de PPRi identifie donc les zones inondables par débordement du Nègue Cats et de ses affluents ainsi que les zones inondables par submersion marine à 2,4 m NGF. Ces zones inondables sont traduites en

zones d'aléas, définies en fonction de la hauteur de submersion et la vitesse d'écoulement. Il est considéré au niveau national que des hauteurs de niveau d'eau supérieures à 50 cm et des vitesses d'écoulement supérieures à 0,5 m/s ou plus sont dangereuses pour les personnes.

Le zonage réglementaire du PPRI (zones de danger, zones de précaution) résulte du croisement des aléas avec les enjeux exposés : zones urbanisées ou à urbaniser déjà aménagées et zones non urbanisées à la date d'élaboration du PPRI. Il présente des dispositions réglementaires relatives à l'occupation et l'utilisation des sols et vise à interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où la sécurité des personnes ne pourrait être garantie et à les limiter dans les autres zones inondables. Il prévoit d'une part des dispositions pour les nouveaux projets et d'autre part des mesures de réduction de la vulnérabilité, dites de mitigation, sur le bâti existant.

**Le zonage PPRI n'a pas d'incidence sur le développement urbain de la commune au vu des secteurs à urbaniser identifiés à ce jour.**

Sur les principales dispositions réglementaires instaurées, le projet de PPRI prévoit une bande de 20 mètres, non constructible et interdite au remblaiement, de part et d'autre de tous les axes d'écoulement identifiés en traits bleus continus ou discontinus sur le SCAN 25® de l'IGN (Institut Géographique National) afin de préserver l'écoulement de l'eau et la stabilité des berges. Ce recul pourra être précisé sur la base d'une étude hydraulique de la crue de référence établie à l'échelle du bassin versant du ruisseau considéré, sans toutefois être inférieur à 5m au droit des berges, ni à l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau défini le cas échéant dans le SAGE.

Le règlement du PPRI définit également les mesures de réduction de la vulnérabilité des bâtiments situés en zone inondable, dites mesures de mitigation. Sauf exception, la mise en œuvre des mesures de mitigation est obligatoire et doit s'effectuer dans un délai maximum de cinq ans à compter de l'approbation du PPRI. Un diagnostic de la vulnérabilité des établissements recevant du public et des bâtiments collectifs situés en zone inondable, ainsi que l'ensemble des réseaux considérés comme stratégiques, doit être effectué par un organisme qualifié dans un délai de deux ans après approbation du PPRI.

Ce PPRI rend aussi obligatoire des dispositions constructives pour les projets nouveaux implantés en zone inondable comme par exemple le respect de la transparence hydraulique pour les clôtures et des surélévations de la surface du premier plancher d'aménagement de 30 cm par rapport au terrain naturel ou au niveau d'eau connu (PHE).

Enfin, il incite à des dispositions particulières pour les occupations agricoles ou forestières du sol afin notamment de réduire les volumes de ruissellement des eaux et d'en réduire les effets.

Comme toute zone urbanisée, la commune reste potentiellement soumise au ruissellement pluvial. Afin de limiter le risque correspondant, un zonage pluvial communal est rendu obligatoire. En l'absence de zonage, tout projet d'aménagement devra prévoir des mesures compensatoires suffisantes pour permettre une rétention des eaux pluviales dans la proportion minimale de 120 litres/m<sup>2</sup> imperméabilisé, soit à la parcelle, soit dans le cadre d'une réflexion d'ensemble à l'échelle du sous bassin versant. Cette compensation à l'imperméabilisation n'est pas obligatoire lorsque les eaux pluviales sont évacuées directement en mer ou dans les étangs, ou dans le réseau pluvial communal busé. Il est important de noter que la déclinaison de cette obligation sera précisée dans le règlement du futur PLUi à travers le zonage pluvial métropolitain.

Le PPRI, une fois approuvé et publié, vaut servitude d'utilité publique et devra, à ce titre, être annexé au Plan Local d'Urbanisme communal dans un délai de trois mois. L'approbation du PPRI implique la mise en œuvre par la commune d'une information préventive régulière, au moins une fois tous les deux ans auprès de la population, ainsi que la constitution d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) un an après approbation du PPRI. Enfin, il impose la pose de repère de crues dans un délai de cinq ans après son approbation.

En conclusion, le projet de PPRI de la commune de Pérols est de nature à renforcer la sécurité des personnes, à limiter et à prévenir les dommages aux biens et aux activités existants tout en assurant le libre écoulement des eaux et la conservation des champs d'inondation.

Il s'inscrit, en cela, en parfaite cohérence avec les actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole visant à réduire la vulnérabilité du territoire face aux risques d'inondation. Ces actions sont notamment traduites dans le SCoT qui intègre par mesure de précaution des aléas de référence exceptionnel, supérieurs à l'occurrence centennale, notamment pour tenir compte des effets du changement climatique. C'est par

exemple le cas sur le secteur du Fenouillet à Pérois, où le SCoT intègre les zones inondables de la crue exceptionnelle, ce qui se traduit dans le PPRi de Pérois par une zone de précaution.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'émettre un avis favorable au projet de Plan de Prévention des Risques d'inondation de la commune de Pérois ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-145151-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.